



Fédération **A**utonome de la Fonction Publique

D'UNE CRISE À L'AUTRE, LES AGENTS PUBLICS EN PREMIÈRE LIGNE, MAIS IL Y A-T-IL SEULEMENT UN PILOTE ?

Depuis plusieurs jours le Gouvernement attise les craintes des français, dont les agents publics, sur le scénario du pire à l'approche de l'hiver, dans un contexte de difficultés d'approvisionnement énergétique qui aurait pour conséquence de multiples délestages du réseau électrique.

Ce scénario, s'il s'avérait exact, aurait des conséquences importantes pour le fonctionnement de nos administrations qui avaient pourtant su résister à la crise sanitaire en fonctionnant, certes bien souvent en mode dégradé, mais sans interruptions. Sans sources d'énergies il en sera bien différemment, car toute coupure de courant affectera les agents publics, tant d'un point de vue personnel que professionnel, comme les administrations qu'ils servent.

Aussi la **FA-FP** s'interroge sur les impacts que ces délestages pourraient avoir sur les carrières des agents publics, dès l'instant où ces personnels seraient dans l'incapacité de se rendre temporairement sur leurs lieux de travail et l'impact que ce service non-fait pourrait avoir notamment sur leur traitement (retenues sur salaires). La **FA-FP** attend du Ministre de la Fonction Publique, Stanislas Guerini, que des dispositions claires et précises soient prises pour que les agents, des trois versants, ne soient pas impactés par la gestion d'une crise qu'ils n'ont pas, quant à eux, provoquée.

La **FA-FP** demande également des précisions sur l'organisation de l'accueil des enfants de travailleurs indispensables dans les écoles et établissements scolaires. Les agents de l'Éducation Nationale et ceux des collectivités territoriales, vont devoir faire face à une situation très différente de celle qu'ils ont connu pendant la crise sanitaire Covid. En effet, il s'agirait ici d'un accueil dans des écoles et établissements non délestés, et accueillant déjà dans le même temps l'ensemble de leurs propres élèves. Cet accueil ne peut donc se réaliser sans moyens humains supplémentaires, et cette mission supplémentaire doit être reconnue financièrement.

Au-delà de la communication du pire, la **FA-FP** attend du Ministre de la Fonction Publique, une communication claire et concise en direction des agents publics et une prise en compte des difficultés qu'ils rencontrent déjà et de celles auxquels ils seraient amenés à faire face les mois à venir. Nous ne souhaitons entendre qu'une seule voix, un seul pilote et non pas des sons de cloches discordants en cette fin d'année

Paris, le 07 décembre 2022

Contact presse : Pascal KESSLER
Président de la **FA-FP**
Tel : 06.81.01.38.51

